

ACTION URGENTE

PARAGUAY. MENACES CONTRE DES JOURNALISTES

Menchi Barriocanal et Oscar Acosta, un couple de journalistes paraguayens, ont été menacés d'emprisonnement par le président Horacio Cartes le 23 juin alors que celui-ci participait à un rassemblement à Ciudad del Este, où il les a accusés à tort d'avoir incité à la violence au cours des manifestations qui ont eu lieu en mars.

Menchi Barriocanal et Oscar Acosta sont des journalistes paraguayens qui, en mars 2017, ont activement dénoncé une manœuvre bipartisane, soutenue par le président du Paraguay, visant à modifier la Constitution afin de permettre des réélections. Cette manœuvre a suscité l'indignation de la population et de très nombreuses personnes ont manifesté dans les rues. La police a répliqué avec du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc. Le Congrès paraguayen a été incendié et à la fin du premier jour des manifestations, une personne était morte, des dizaines de personnes avaient été blessées et plus de 200 arrêtées. Lorsque les manifestations ont débuté, des représentants du parti au pouvoir (le Parti Colorado) ont immédiatement accusé publiquement Menchi Barriocanal et Oscar Acosta de les avoir déclenchées et d'avoir provoqué les violences, bien que les journalistes aient simplement rendu compte de la tentative de modification législative au Congrès.

Dans la soirée du 23 juin, alors qu'il s'adressait à la population lors d'un rassemblement public, le président Horacio Cartes a maintenu ses accusations contre Menchi Barriocanal et Oscar Acosta, déclarant : « *Il y a un couple marié là-bas qui, si justice est faite, devrait rejoindre Stiben Patrón* » – allusion à un militant d'un parti d'opposition incarcéré trois semaines plus tôt en raison de charges liées aux événements survenus pendant les manifestations. En outre, d'autres actes de harcèlement ont été signalés depuis mars contre des professionnels des médias qui avaient critiqué les actions des pouvoirs publics pendant les manifestations. Les trois principaux syndicats nationaux de journalistes ont demandé au procureur général d'enquêter sur ces attaques, mais à ce jour, rien n'indique que des enquêtes aient été ouvertes.

Le 27 juin, le président Cartes a de nouveau cité nommément Menchi Barriocanal et Oscar Acosta au cours d'un rassemblement public, insinuant qu'ils publiaient des informations trompeuses sur la situation politique au Paraguay. Amnesty International est préoccupée par le fait que ces actes d'intimidation et ces accusations contre les journalistes relèvent d'une pratique de harcèlement bien établie qui met en danger les journalistes, les professionnels des médias et les autres défenseurs des droits humains, et qui bafoue leur droit de s'exprimer et de se réunir librement, sans discrimination, persécution ou crainte de représailles.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez instamment aux autorités de mettre fin aux actes d'intimidation visant Menchi Barriocanal et Oscar Acosta, et de s'engager à respecter pleinement le droit de tous les journalistes et professionnels des médias de communiquer librement et d'exprimer leurs idées sans faire l'objet d'actes d'intimidation ni de représailles ;
- appelez-les à enquêter sur toute attaque et tout acte de harcèlement visant des journalistes, des professionnels des médias et d'autres défenseurs des droits humains ;
- engagez-les à mettre en place un système adapté pour assurer la protection de tous les journalistes, professionnels des médias et autres défenseurs des droits humains, afin que ces personnes puissent mener leurs activités sans craindre des représailles.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 08 AOÛT 2017 À :

Président du Paraguay
Sr. Horacio Cartes
Palacio de Gobierno
El Paraguay
Independiente,
Asunción, Paraguay
Courriel :
horaciocartesjara@gmail.com ;
presidenciaparaquay@gmail.com

Formule d'appel : Estimado Señor Presidente, /
Monsieur le Président,

Procureur général
Dr. Javier Díaz Verón
Chile c/ Ygatimí
Asunción, Paraguay
Tél. / Fax : +595 21 415 6152
Courriel :
fdiaz@ministeriopublico.gov.py
Formule d'appel : Estimado Fiscal
General, / Monsieur le Procureur
général,

Bureau du médiateur
Miguel Godoy Servín
Avda. Ygatimí esq. Juan E. O'Leary
Asunción, Paraguay
Fax : +595 21 452 6000
Courriel :
defensoria@defensoriadelpueblo.gov.py
Formule d'appel : Estimado Señor
Defensor del Pueblo / Monsieur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Paraguay dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

PARAGUAY. MENACES CONTRE DES JOURNALISTES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En vertu de l'article 229 de la Constitution paraguayenne, ni le président ni le vice-président ne peuvent être réélus, disposition qui empêche le président actuel, Horacio Cartes, de rester au pouvoir au-delà de 2018.

Des journalistes ont révélé que 25 sénateurs s'étaient réunis secrètement pour approuver un projet de loi visant à modifier la Constitution pour autoriser la réélection du président le 31 mars. Des manifestants sont alors descendus dans les rues, et des protestataires ont incendié le Congrès, enfonçant les portes et brisant les vitres du bâtiment. Dans ce contexte, Amnesty International a recensé des violations des droits humains, notamment la mort du militant de l'opposition Rodrigo Quintana, tué par une balle en caoutchouc tirée par un policier lorsque la police a pris d'assaut les bureaux de parlementaires de l'opposition. Des dizaines de personnes ont également été blessées, plus de 200 arrêtées et des organisations locales ont reçu des informations indiquant que des personnes avaient été torturées et soumises à d'autres formes de mauvais traitements. En outre, le Syndicat des journalistes du Paraguay (SPP), le Forum des journalistes du Paraguay (FOPEP) et l'Association des photographes de presse ont signalé que plus de 23 journalistes avaient été blessés alors qu'ils couvraient les manifestations, et que plusieurs autres avaient été harcelés pour avoir couvert la tentative de modification constitutionnelle et la réaction des pouvoirs publics face aux manifestations.

Les institutions internationales de défense des droits humains ont dénoncé à maintes reprises les restrictions apportées à la liberté d'expression et l'absence de protection des défenseurs des droits humains au Paraguay. Cet État n'a pas enquêté sur les 17 homicides de journalistes survenus depuis 1991, et un texte de loi présenté au Congrès fin 2016 en vue de mettre en place un mécanisme de protection pour les journalistes, les professionnels des médias et les défenseurs des droits humains n'a même pas encore été débattu par les membres du Congrès.

Noms : Menchi Barriocanal et Oscar Acosta
Femme et homme

AU 154/17, AMR 45/6614/2017, 28 juin 2017